



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8416>

Bilan du 8e Sommet des Amériques

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2018 - Journal des Alternatives. Vol.9 - No.05, mai 2018 -



Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

VIII Cumbre
de las Américas
LIMA PERU 2018

Du 13 au 14 avril s'est déroulé le 8e Sommet des Amériques, à Lima (Pérou). Malgré l'absence du président des États-Unis, de Cuba, de l'Équateur et du Venezuela, cette rencontre a regroupé 33 chefs d'État du continent américain. Le thème de la corruption a été au coeur des discussions, interrogeant sur l'état des démocraties latino-américaines. La situation préoccupante au Venezuela a également été source de division entre les participants, alors que les élections présidentielles doivent y avoir lieu le 20 mai prochain. Pour nous éclairer, le point de vue de Christophe Ventura, chercheur à l'IRIS.

Quel bilan peut-on dresser de ce 8e Sommet des Amériques ? L'absence de Nicolas Maduro et de Donald Trump a-t-elle impacté la bonne tenue de la rencontre ?

Depuis plusieurs semaines déjà, le gouvernement péruvien - actif au sein du Groupe de Lima qui regroupe les 14 pays américains hostiles à Caracas sur la base des positions de l'opposition interne au gouvernement vénézuélien - avait déclaré Nicolas Maduro persona non grata à ce Sommet. Quant à ce dernier, il avait fait savoir qu'il ne s'y rendrait pas, ce sommet étant devenu désormais inutile pour la région selon lui. La présence de Donald Trump, quant à elle, était fortement attendue autant que redoutée. Il a finalement décliné quelques jours avant le début du Sommet en se déclarant prioritairement concentré sur la Syrie. C'est Mike Pence, le vice-président, et la fille du président, Ivanka Trump, qui ont représenté les États-Unis. Raul Castro ne s'est également finalement pas rendu à Lima, mandatant son ministre des Affaires étrangères Bruno Rodriguez. Il faut également mentionner l'absence du nouveau président de l'Équateur, Lenin Moreno. Ces absences ont permis d'ôter à cette rencontre une partie des tensions potentielles, mais également de sa symbolique, et ont eu des conséquences mesurables à plusieurs niveaux.

Les annonces préfigurant ce sommet semblaient avoir pour objectif de mener un front anti-vénézuélien. C'est en partie ce qui s'est passé puisque de nombreux États sur place ont condamné Nicolas Maduro. Dans une déclaration conjointe intitulée « Déclaration sur le Venezuela », l'Argentine, les Bahamas, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, les États-Unis, le Guatemala, le Guyana, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay, le Pérou et Sainte-Lucie (c'est-à-dire 16 des 33 pays représentés) ont exigé « la restauration des institutions démocratiques » au Venezuela et l'organisation d'une élection présidentielle donnant « toutes les garanties nécessaires pour un processus libre, juste, transparent et démocratique, sans prisonniers politiques, qui inclue la participation de tous les acteurs politiques ». Les États-Unis ont rappelé par avance qu'ils ne reconnaîtront pas les résultats de l'élection présidentielle du 20 mai. Le message signifie : un nouveau train de sanctions, qui plongera le pays dans toujours plus de difficultés, sera adopté contre le Venezuela après cette échéance.

Cette déclaration n'a cependant pas fait consensus puisqu'elle n'a pas été signée par plusieurs acteurs de poids régionaux : la Bolivie, Cuba, l'Équateur, le Nicaragua ou l'Uruguay. On retrouve la ligne de fracture régionale. Il n'est pas fait mention du Venezuela dans la déclaration finale du Sommet.

Cette rencontre a par ailleurs permis de comprendre davantage la position des États-Unis vis-à-vis de la région. Leur intérêt s'est principalement porté sur les sujets comme la lutte contre la corruption - dont Washington considère qu'elle nuit aux entreprises américaines interdites de pratiques autorisées ou tolérées en Chine ou en Europe -, le narcotrafic ou les relations commerciales. Les États-Unis veulent imposer aux pays latino-américains plus de bilatéralisme à leurs conditions et souhaitent qu'ils se distancient plus de la Chine. Ici aussi, le thème de la lutte contre la corruption doit être compris comme une partie de la stratégie de Washington. Il y a la question des entreprises, mais aussi l'idée - qui va avec - consistant à réduire considérablement les pratiques de prêts, contrats ou marchés « gré à gré » prisées par la Chine dans ses relations avec les États et entreprises latino-américaines.

Dans un climat d'événements tragiques - forte corruption, droits humains bafoués, assassinats de trois journalistes du quotidien équatorien El Comercio en Colombie -, dans quelle situation les démocraties latino-américaines se retrouvent-elles ?

La question des démocraties latino-américaines est paradoxale. L'Amérique latine reste une des régions parmi les plus démocratiques au monde, en comparaison au continent africain ou asiatique. Elle est devenue une région de stabilité et d'ancrage démocratiques au cours des années 2000, en rupture avec sa tradition passée (région des régimes dictatoriaux et des coups d'État au 20e siècle). Cela étant, la situation s'est indéniablement détériorée ces dernières années suite à différents phénomènes combinés : la crise économique, la crise sociale et les crises politiques plus ou moins intenses (Venezuela, Brésil, Pérou) démarrées dans la période mondiale post-2008. Parallèlement, d'autres phénomènes s'ajoutent à ces dynamiques cycliques, telles que la violence et le narcotrafic. Dans certains pays, ils sont structurels à la société. Le Mexique, en premier lieu, est dévasté par ces phénomènes rendant impossible la bonne gouvernance et l'existence d'une démocratie viable - certains parlent de « narco-État » pour le qualifier. On pourrait parler du « Triangle Nord » (Guatemala, Salvador, Honduras) en Amérique centrale. La Colombie connaît, quant à elle, un nombre important d'assassinats, touchant les défenseurs des droits humains, les syndicalistes, etc.

Dans ce contexte, la corruption est également devenue un thème central dans le débat public latino-américain, directement lié à la question de l'altération des processus démocratiques. C'est un des défis globaux aujourd'hui au sein du continent - mais pas seulement en Amérique latine, toutes les sociétés sont concernées dans le monde, à commencer en Europe.

À ce titre, ce sujet fut au cœur des travaux de Lima. Ce Sommet a établi un lien entre qualité démocratique et lutte contre la corruption. Mais la déclaration finale est paradoxale quant à ces thématiques, car si elle affirme bien plusieurs orientations utiles quant à l'assainissement et la modernisation des pratiques au sein des institutions et des administrations publiques (transparence, marchés publics, cyberadministration, autonomie judiciaire, renforcement des organismes de contrôle, coopération en matière de partage des données, traçabilité dans le financement des campagnes électorales, etc.), elle ne dit rien sur les moyens financiers mobilisés pour atteindre ces objectifs et très peu sur le rôle - pourtant déterminant - du secteur privé dans la corruption, comme agent corrupteur (évasion et fraude fiscales, corruption des agents publics, etc.). Mention de l'évasion fiscale est faite, mais quelques codes de bonne conduite pour les multinationales et le secteur privé ne font pas du tout le compte.

En Amérique latine, l'importance prise par le thème de la corruption a plusieurs causes. Tout d'abord, les pays de la région ont connu un enrichissement significatif dans les années 2000 (les États, le secteur privé, la société en général), ce qui a multiplié et accru les niveaux de détournement et d'accumulation frauduleuse. Ce phénomène est connu partout. Plus un pays s'enrichit, plus la corruption y augmente.

Dans le même temps, lorsque l'État et les tissus institutionnels restent fragiles, vulnérables comme c'est le cas dans la région, elle trouve un terrain de prolifération. Plus l'État est faible et absent de la société, plus la corruption, la violence, l'économie noire et sauvage sont fortes. Et dans des pays où pauvreté, inégalités, absence de sécurité collective, manque de services publics dominant, ce qu'on appelle « corruption » sont aussi des arrangements quotidiens qui permettent une sorte de répartition des ressources disponibles et organisent des formes de liens clientélistes de solidarité sociale. Ce thème est très délicat et compliqué.

Enfin, en Amérique latine, ce thème est aussi devenu, tandis que les opinions publiques tolèrent moins la corruption lorsque la vie quotidienne devient plus difficile (crise économique et sociale), un thème politique. La corruption est l'un des thèmes par lequel les forces de droite attaquent désormais pour éliminer celles de gauche, au pouvoir ces dernières années. La situation est cocasse lorsqu'on sait à quel point elles sont pourtant concernées par le sujet.